

Le salarié HORECA a-t-il droit à un repas gratuit pendant son service ?

Réponse courte

Le Code du travail luxembourgeois ne prévoit **aucune obligation légale** pour l'employeur HORECA de fournir un repas gratuit à ses salariés pendant le service. En l'absence de convention collective sectorielle, ce droit n'est pas garanti de manière normative. Dans le secteur HORECA, la fourniture de repas relève du contrat individuel ou de l'usage d'entreprise — ce qui diffère du congrés annuels de certains secteurs où une CCT peut imposer la mise à disposition de repas ou le versement d'une **prime de panier**.

Toutefois, la fourniture de repas est une **pratique courante** et constitue souvent un **usage d'entreprise** dans l'HORECA. Si l'employeur fournit habituellement un repas, cet avantage peut devenir un droit acquis difficilement révoquant. Les repas fournis constituent un **avantage en nature** valorisable et soumis aux cotisations sociales selon les barèmes du CCSS.

Définition

Le **repas de service** dans l'HORECA désigne le repas fourni gratuitement par l'employeur au salarié pendant sa journée de travail. Il constitue un avantage en nature qui, s'il est prévu contractuellement ou résulte d'un usage constant, fait partie des conditions de travail du salarié.

Conditions d'exercice

Le droit au repas dans l'HORECA dépend de la source normative applicable.

Source	Obligation	Détail
Code du travail	Aucune obligation légale	Pas de disposition spécifique
CCT sectorielle	Inexistante	Pas de CCT HORECA au Luxembourg
Contrat de travail	Si clause expresse	Obligation contractuelle
Usage d'entreprise	Si pratique constante	Peut devenir un droit acquis
Règlement intérieur	Si prévu	Applicable à tous les salariés concernés

Modalités pratiques

La gestion des repas de service implique des conséquences fiscales et sociales.

Point pratique	Détail
Avantage en nature	Valorisé selon les barèmes forfaitaires du <u>CCSS</u>
Cotisations sociales	Soumis aux cotisations sur la valeur forfaitaire
Impôt sur le revenu	Imposable comme revenu en nature
Bulletin de paie	Mention obligatoire de l'avantage en nature
Retrait de l'avantage	Nécessite une procédure de dénonciation d'usage

Pratiques et recommandations

Formaliser la politique de repas de service dans le contrat de travail ou le règlement intérieur clarifie les droits et obligations de chaque partie. Une mention explicite évite les litiges liés aux usages informels.

Évaluer l'avantage en nature selon les barèmes forfaitaires du CCSS et l'intégrer dans les déclarations sociales évite les redressements. La valeur forfaitaire est fixée réglementairement et doit être respectée.

Maintenir la constance de la pratique si l'employeur décide de fournir des repas. L'interruption unilatérale d'un avantage habituel peut constituer une modification défavorable des conditions de travail contestable devant le tribunal du travail.

Déduire correctement la valeur de l'avantage en nature du salaire net tout en la réintégrant dans le salaire brut pour le calcul des cotisations assure la conformité de la paie.

Cadre juridique

Référence	Objet
Art. <u>L.221-1</u> du Code du travail	Définition du salaire et avantages en nature
Code de la sécurité sociale	Valorisation des avantages en nature
Art. <u>L.121-7</u> du Code du travail	Modification substantielle des conditions de travail

L'absence d'obligation légale ne dispense pas l'employeur de respecter un usage établi. La fourniture régulière de repas pendant plusieurs années peut créer un droit acquis dont la suppression requiert un préavis raisonnable et une information préalable du salarié.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.